



“Sans ce papier, je perds tout” : exigez des titres de séjour stables pour les travailleur-se-s étranger-e-s en France !

Monsieur le Président,

Des milliers de personnes étrangères qui travaillent dans des secteurs essentiels, présentes parfois depuis des dizaines d’années en France en situation régulière, sont exploitées et enfermées dans la précarité en raison du système discriminatoire des titres de séjour courts à sans cesse renouveler. Malgré de nombreuses alertes d’acteurs institutionnels et d’organisations de la société civile, les lois successives n’ont fait qu’aggraver ce bilan et semer des obstacles pour renouveler ces titres de séjour. Aujourd’hui, la situation est humainement insoutenable : ces personnes peuvent tout perdre du jour au lendemain, leur emploi, leur logement, leurs moyens de subsistance et plonger dans l’irrégularité.

Je vous appelle donc à **demandeur à votre gouvernement de proposer une loi qui stabilise le droit au séjour de ces travailleurs et travailleuses, qui protège les droits des personnes étrangères, et qui facilite la vie des préfectures, des employeurs, et celle des personnes étrangères.** Cette réforme devra être élaborée en concertation avec des personnes concernées et la société civile, et inclure au minimum **un titre de séjour unique de travail d’au moins 4 ans dès la première demande.**

Nous formulons plusieurs autres demandes :

- Veiller à ce que le système de cartes de séjour respecte et protège les droits de tous les travailleuses et travailleurs étranger.es, sans discrimination fondée sur la classe, le genre, la nationalité, la race ou l’origine ethnique.
- Renforcer les dispositifs de protection contre les abus et les discriminations à l’encontre des travailleurs et travailleuses étranger.es racisé.es dans le cadre professionnel et leur garantir un accès équitable à la justice et à la réparation, indépendamment de leur statut administratif.
- Identifier et prendre des mesures contre les systèmes et les structures qui maintiennent des inégalités et discriminations en fonction de la race, la classe et le genre, entre autres, et qui perpétuent le racisme dans ses politiques en matière de travail et d’immigration.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l’expression de ma haute considération.

	NOM, PRENOM	CODE POSTAL	SIGNATURE
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			